

## La Cour suprême israélienne statue : les prisonniers palestiniens n'ont pas droit à la « distanciation sociale » pour se protéger contre le COVID



La plus haute cour d'Israël rejette la pétition d'Adalah demandant à Israël d'appliquer les directives de protection contre le COVID-19 pour les prisonniers de la prison de Gilboa; 30 gardiens de prison et 7 prisonniers sont infectés tandis que 489 gardiens et 58 prisonniers sont en quarantaine.

*Le siège social d'Adalah à Hifa*

La plus haute cour d'Israël rejette la pétition d'Adalah demandant à Israël d'appliquer les directives de protection contre le COVID-19 pour les prisonniers de la prison de Gilboa; 30 gardiens de prison et 7 prisonniers sont infectés tandis que 489 gardiens et 58 prisonniers sont en quarantaine.

La Cour suprême israélienne a statué tard le jeudi 23 juillet 2020 que les Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes n'avaient pas droit à la distanciation sociale » pour se protéger contre le virus COVID-19.

Le tribunal s'était réuni plus tôt dans la journée pour entendre une pétition déposée par Adalah - Le Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël exigeant que le Service pénitentiaire israélien (IPS) et le ministère de la Sécurité publique d'Israël prennent toutes les mesures nécessaires pour protéger du COVID-19 les 450 prisonniers - majoritairement des Palestiniens - qui sont classés comme « prisonniers de sécurité » dans la prison surpeuplée de Gilboa.

L'avocat d'Adalah Myssana Morany, qui a soumis la pétition au nom des familles de deux prisonniers palestiniens, a répondu à la décision du plus haute juridiction israélienne:

«La Cour suprême d'Israël a choisi d'accepter la thèse lancée des autorités israéliennes selon laquelle les politiques de distanciation sociale du COVID-19 - essentielles pour tout le monde - ne sont pas pertinentes pour les « prisonniers de sécurité » palestiniens qu'elle détient derrière les barreaux. Cette décision qui crée un précédent met en danger la vie et la santé des Palestiniens détenus par Israël - et constitue une menace pour la société dans son ensemble. Cela va à l'encontre de l'avis des professionnels de santé et des droits de l'homme du monde entier qui ont appelé à la distanciation sociale dans les prisons, et expose les Palestiniens détenus par Israël au virus sans possibilité de se protéger.

»

Prison de Gilboa (Google Maps)

Les juges de la Cour suprême ont accepté l'affirmation des autorités de l'État israélien selon laquelle les Palestiniens détenus en prison ne sont pas différents des membres de leur famille ou des colocataires vivant dans la même maison, ignorant complètement le fait que les prisonniers sont détenus sous la contrainte et que les autorités israéliennes sont responsables de leur santé et les conditions de leur incarcération.

La décision de justice a libéré l'IPS de l'obligation de maintenir, voire de rechercher, une « distanciation » sociale sûre dans les cellules des « prisonniers de sécurité » palestiniens. Cela va à l'encontre des pratiques de santé de base du COVID-19 utilisées par les autorités pénitentiaires du monde entier.

La décision de la nuit dernière illustre également l'évitement continu de la Cour suprême israélienne tout au long de la période de la pandémie de COVID-19 pour entendre des pétitions liées à la protection des droits des prisonniers.

La Cour suprême a en outre statué qu'Adalah est tenue de payer 5 000 NIS en frais de justice.

Dans la pétition, Adalah a exigé que le service pénitentiaire israélien (IPS) et le ministère israélien de la sécurité publique appliquent les directives de distanciation sociale du ministère israélien de la Santé pour les prisonniers détenus dans cet établissement situé dans le nord du pays.

Les documents remis par les autorités de l'État à la Cour suprême et discutés lors de l'audience d'hier ont souligné que les restrictions de distanciation sociale ne devraient pas s'appliquer aux membres de la famille ou aux individus qui vivent ensemble, mais qu'ils ont néanmoins reconnu la nécessité de réduire la densité de population à l'intérieur des installations israéliennes parmi les prisonniers en détention pour des condamnations pénales.

L'avocat d'Adalah Myssana Morany a commenté immédiatement après l'audience:

«< Les autorités israéliennes ont affirmé aujourd'hui devant le tribunal que les politiques de distanciation sociale essentielles pour protéger les prisonniers purgeant une peine pénale ne sont en quelque sorte pas pertinentes pour les « prisonniers de sécurité ». Le Service pénitentiaire israélien aurait dû se tenir à nos côtés aujourd'hui et a exigé qu'on lui donne les moyens de protéger les personnes dont il assume la responsabilité directe de la santé et de la sécurité. Au lieu de cela, nous avons été soumis à des arguments absurdes assimilant les prisons à des salles de séjour familiales, alors que les prisonniers continuent d'être contraints d'entrer quotidiennement en contact avec des gardes potentiellement exposés au COVID-19 en dehors du murs de la prison. »

## CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR SUR LES PRISONS ISRAËLIENS

Six prisonniers sont logés dans des cellules de 22 mètres carrés (y compris des toilettes et une salle de bains communes) qui contiennent trois lits superposés dans la prison de Gilboa. Dans ces conditions, les prisonniers sont incapables d'adhérer aux directives de distanciation sociale du ministère israélien de la Santé pour empêcher la propagation du COVID-19, mettant ainsi en danger leur sécurité et leur vie.

Les représentants de l'État israélien ont fourni à la Cour des chiffres actualisés sur l'étendue de la pandémie de COVID-19 dans les centres de détention IPS:

- 30 employés IPS sont infectés par le COVID-19

- 7 prisonniers (dont 2 prisonniers de sécurité) sont infectés par le COVID-19

- 489 employés IPS sont en quarantaine

- 58 prisonniers (dont 10 prisonniers de sécurité) sont en quarantaine

- L'IPS a réalisé 9 124 tests COVID-19, dont 4 000 pour des prisonniers

Adalah a tenté à plusieurs reprises d'obtenir des informations de l'IPS sur les conditions dans lesquelles les prisonniers palestiniens sont détenus, compte tenu notamment de leur exclusion des nouvelles mesures destinées à réduire la densité carcérale. Alors qu'Israël a récemment libéré des centaines de prisonniers pendant la crise du COVID-19 en raison de la surpopulation, aucun Palestinien classé comme prisonnier de sécurité n'a été libéré.

En réponse à une pétition pré-COVID-19 déposée par l'Association pour les droits civils en Israël, la Cour suprême israélienne a décidé que les prisons israéliennes devaient garantir un espace de vie minimum de 4,5 mètres carrés par détenu. L'IPS n'a pas respecté cette décision de la Cour suprême.

\*\*\*\*\*